



**SNUipp-FSU**  
**Déclaration liminaire à la CAPD du 2 mars 2012**

Monsieur le directeur académique,

Classes surchargées, plus de formation pour nos jeunes collègues entrant dans le métier, plus de formation continue alors que notre métier est en pleine mutation, suppression des RASED laissant l'enseignant seul devant des difficultés d'élèves ingérables, introduction des M1 en alternance, c'est-à-dire des jeunes titulaires d'une licence qui pour la plupart d'entre eux ne poursuivront pas une carrière d'enseignant et depuis janvier, baisse des salaires. On voudrait saborder le métier d'enseignant qu'on ne s'y prendrait pas mieux. Les conditions de travail se sont extrêmement dégradées et la motivation des enseignants est mise à rude épreuve.

Selon la dernière enquête réalisée par le Carrefour santé social, qui regroupe la MGEN et les syndicats de l'éducation, 24 % des enseignants se disent « sous tension au travail ». Par ailleurs, l'enquête indique que 14 % sont en situation d'épuisement et que plus de la moitié ont des problèmes musculo-squelettiques.

Et comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a, malgré l'opposition unanime des organisations syndicales mises devant le fait accompli, décidé l'instauration d'une journée de carence dans la Fonction publique. Cette disposition va pénaliser durement les agents de la Fonction publique contraints à congés maladie sur prescription médicale. Ils subiront de fait, une baisse de salaires comme s'ils étaient « coupables d'être malades ». Sous prétexte mensongé d'égalité avec le privé, il s'agit bien d'une nouvelle atteinte au statut des fonctionnaires, garant de l'égalité de traitement et d'une volonté de stigmatiser les agents de la fonction publique dont l'engagement professionnel permet de faire vivre le service public dans des conditions pourtant souvent difficiles. Concernant les congés de maladie, le SNUipp et la FSU considèrent qu'il lui faudrait plutôt agir sur les conditions de travail et le renforcement de la médecine de prévention. Le SNUipp-FSU s'est adressé au gouvernement afin qu'il renonce à cette mesure autant injuste qu'inefficace.

Nous attirons aujourd'hui votre attention sur le malaise grandissant dans la profession. Dans de nombreux cas, les enseignants des écoles maternelles et élémentaires sont en phase de découragement et nous sommes extrêmement inquiets pour la santé et la sécurité des personnels dans ce département. S'ajoute à cela, la quasi impossibilité qu'il va y avoir pour nos collègues de pouvoir muter lors du mouvement 2012 en raison des nombreuses suppressions de postes. Et pourtant vous savez bien, qu'il est parfois important, nécessaire, indispensable que les équipes, les personnels puissent changer de lieu de travail.

D'autre part, lors de la mise en place de l'aide personnalisée, nous avons indiqué notre inquiétude sur le devenir des RASED. Cette inquiétude avait été balayée d'un revers de main, mais malheureusement nous avons raison. De même,

le SNUipp-FSU avait encore raison sur les chiffres de la rentrée 2011 en terme de prévision d'effectif. On peut parier qu'il en sera de même pour la rentrée 2012.

Le département du Gard, comme tous les autres départements doit obtenir une dotation de postes à la hauteur des besoins pour un service public d'éducation de qualité. Non, Monsieur le directeur académique, les classes au-delà de 24 élèves ne peuvent pas fonctionner de façon satisfaisante. C'est pour cela que le SNUipp-FSU s'est adressé par courrier au ministre pour lui demander de revoir sa copie au sujet des dotations pour la carte scolaire 2012.

Aujourd'hui, nous allons traiter des départs en stage CAPA-SH. Après l'insuffisance des départs en formation de psychologue scolaire nous allons une fois de plus regretter que les départs dans les options D et F ne couvrent pas les besoins. Cela est d'autant plus navrant que depuis quelques années vous faites l'économie des départs en formation E et G.

Toutefois, nous sommes satisfaits de la prise en compte de notre remarque concernant les avis suite aux entretiens CAPA SH, en ne faisant plus de distinction entre avis favorable et avis très favorable.

L'objectif affiché du Ministère concernant sa priorité pour l'aide aux élèves en difficulté à l'Ecole n'est bien entendu qu'un leurre doublé d'un gâchis puisque l'école va se priver de maîtres spécialisés formés, dont le professionnalisme a fait ses preuves.

Mais nous avons bien compris que l'école n'est plus pour les décideurs qu'une source d'économie, et non plus un investissement dans l'avenir. Le SNUipp-FSU s'oppose de toutes ses forces à cette vision négative de la société.

*Les délégués du personnel SNUipp-FSU :*

*Corinne PLACE, Georges MICHEL, Mathéa PONGE, Florence BONZOM, Alain MICHELET, Philippe VIANNAY, Sylvie BAILLEUL, Françoise ONIC, Christiane AMANT, Alain PERROD*